

L'hôpital d'Évreux pilote d'une expérimentation sur le recyclage du plastique

Le CH Eure-Seine vient d'entamer une expérimentation sur le recyclage des plastiques à usage unique. Il doit trouver, d'ici décembre 2024, une solution pour leur donner une deuxième vie.

Pour l'instant, le CH Eure-Seine est à la caractérisation de ses déchets plastiques



Le [centre hospitalier Eure-Seine d'Évreux](#) est à la pointe ! Sélectionné avec deux autres groupements hospitaliers de territoire (GHT de Bordeaux et Marseille), pour trouver une deuxième vie aux déchets en plastique, le CH vient d'entrer, lundi 26 février 2024, dans une phase de « caractérisation » : l'hôpital ouvre ses ordures pour voir ce qu'il produit.

Consultez l'actualité en vidéo

« Nous ouvrons les poubelles de façon à arriver sur un échantillon des déchets en plastique produits par les services », explique Séverine Gibson, en charge de la question pour l'établissement. « L'objectif est de voir également quelle famille de plastique sort de nos services : est-ce du PVC (polychlorure de vinyle), du PP (polypropylène) ou encore du PET (polyéthylène téréphtalate) ? »

« Cette connaissance précise permettra de définir la filière appropriée en collaboration avec des acteurs locaux, donnant ainsi une deuxième vie aux plastiques », explique l'ancienne députée.

Seulement 10 % du plastique est recyclé

« Actuellement, moins de 10 % du plastique est recyclé. Et les hôpitaux ont un rôle, si ce n'est un devoir, de s'emparer de cette question », plaide Jérôme Rifflet, [le nouveau directeur de l'hôpital](#). « Bien que fastidieuse, cette initiative est non seulement nécessaire mais aussi citoyenne, surtout dans un secteur de la santé responsable de 8 % des émissions de gaz à effet de serre », poursuit-il.

Cette démarche a toutefois une limite : les déchets à risque infectieux, qui sont non valorisables et qui doivent être brûlés. « Charge à nous d'en limiter l'usage », relève Séverine Gibson.

Cette expérimentation doit prendre fin d'ici la fin de l'année, avec un objectif fixé par le gouvernement, qui demande qu'« solution de valorisation soit mise en place ». « Les outils que nous allons mettre en place seront ensuite repris par d'autres établissements hospitaliers en France », assure la députée.